

11.761-129



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le - 8 FEV. 2011

Scanné le _____

Motion du Groupe radical au Grand Conseil

LPFES: réactiver le dossier en dissociant ses volets

La non-entrée en matière du Grand Conseil sur le projet de loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires (LPFES) exige aujourd'hui de remettre l'ouvrage sur le métier.

Pour rappel, le paquet refusé comprenait deux volets principaux, l'un consacré au financement des établissements hospitaliers, l'autre au financement des soins à domicile et des EMS. Or, seules les dispositions relatives au premier volet ont causé la non-entrée en matière du législatif cantonal. Le second volet, en revanche, n'était pas contesté.

Sur ces bases, le Groupe radical demande au Conseil d'Etat de dissocier les deux volets, afin, d'une part, de pouvoir revenir dans les meilleurs délais devant le Grand Conseil avec une loi spécifique au financement des soins à domicile et des EMS et, d'autre part, de respecter les délais fixés par le législateur fédéral pour adapter la législation cantonale au nouveau régime de la LAMAL.

Trois points de ce nouveau régime impliquent une modification des dispositions légales cantonales relatives aux EMS et organismes de soins à domicile (OSAD):

1. la participation du patient aux coûts des soins

Le projet de LPFES projetait de couvrir une partie des investissements nécessaires à la construction et à la rénovation des EMS en introduisant une modeste participation des résidents au coût des soins, à hauteur de 10%, soit la moitié de la marge de manœuvre autorisée par la LAMAL.

2. le versement des subventions de l'Etat

Le projet de LPFES prévoyait la reconnaissance de cinq EMS nécessaires à la couverture des besoins mais aujourd'hui exclus de la liste LAMAL, ainsi que l'application du principe de reconnaissance d'intérêt public aux organismes de soins à domicile.

3. la question des soins aigus et de transition

Le projet de LPFES prévoyait d'autoriser tant les EMS que les OSAD à fournir des soins aigus et de transition, à la condition d'être au bénéfice d'un mandat conféré par l'Etat.

Ces dispositions n'étant pas contestées, le Groupe radical demande donc au Conseil d'Etat de proposer un cadre légal spécifique aux EMS et OSAD, évitant à ces institutions de dépendre du débat hospitalier pour disposer d'une législation conforme à la LAMAL et aux besoins du canton.

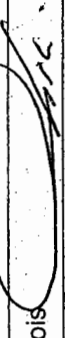


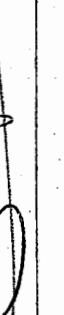

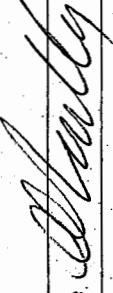
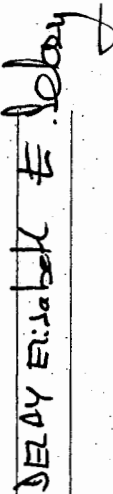
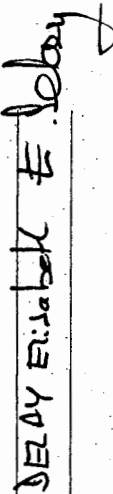

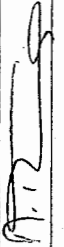

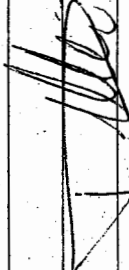
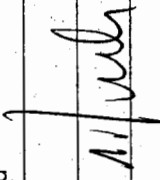


Au nom du Groupe radical au Grand Conseil

Jacques Perrin

8.2.2011

- pas de développement
- transmission direct au Conseil d'Etat
- 22 signatures annexées

Liste des députés signataires - état au 24 août 2010

Abbet Raphaël	Cachin Jean-François 	Dolivo Jean-Michel
Aebi Jean-Robert	Calpini Christa 	Ducommun Philippe
Aellen Catherine	Capt Gloria 	Dufour Claude-Eric
Amarelle Cesla	Chapalay Albert 	Durussel José
Amstein Claudine	Chappuis Laurent	Duvoisin Ginette
Ansermet Jacques 	Chatelain André	Epars Olivier
Apothéoz Stéphanie	Chevalley Christine 	Fardet Claude-André  DELAY Eric 
Attinger Doepper Claire	Chevalley Edna	Favez Jean-Michel
Aubert Mireille	Chevalley Isabelle	Favrod Pierre-Alain
Baehler Bech Anne	Cherix François	Feller Olivier 
Ballif Laurent	Chollet Jean-Luc	Ferrari Yves
Bally Alexis	Chollet Jean-Marc	Fiora-Guttman Martine 
Bavaud Sandrine	Christen Jérôme	Freymond Cantone Fabienne
Bernhard Maximilien	Clot Bertrand	Gaille Pierre-André
Berseth Verena	Cornamusaz Philippe 	Gay Valotton Michèle
Bolay Guy-Philippe	Cornaz-Rovelli Valérie	Girardet Lucas
Bonjour Eric	Courdesse Régis	Gardon Julien
Bonny Dominique-Richard	Debluè François 	Glutz Félix
Borel Bernard	Décosterd Anne	Golaz Florence
Borloz Frédéric 	Depoisier Anne-Marie	Golaz Olivier
Bory Marc-André	Deriaz Philippe	Gorrite Nuria
Bottlang-Pittet Jaqueline	Desmeules Michel 	Grandjean Pierre
Bréaz François	Despot Fabienne	Grobéty Philippe
Buffat Marc-Olivier 	Devaud Grégory	Grognoz Frédéric
Buffat Michaël	Dind Claudine	Guignard Jean

Liste des députés signataires – état au 24 août 2010

Guignard Pierre	Meyer Roxanne	Rochat Nicolas
Haenni Frédéric	Miéville Michel	Rostan Jacqueline
Haldy Jacques	Modoux Philippe	Roulet Catherine
Haury Jacques-André	Monod Alain	Ruey-Ray Elisabeth
Hurni Véronique	Montangero Stéphane	Saugy Roger
Jaquet-Berger Christiane	Mossi Michele	Savary Marianne
Jaquier Rémy	Mouquin Michel	Schwaab Jean Christophe
Jobin Philippe	Nicolet Jacques	Schwaar Valérie
Junglaus Delarze Suzanne	Pache Rémy	Schwab Claude
Junod Grégoire	Papilloud Anne	Silauri Alessandra
Kappeler Hans Rudolf	Payot François	Sonnay Eric
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André	Sordet Jean-Marc
Labouchère Catherine	Perrin Jacques	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël	Pertusio Mario-Charles	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves	Uffer Filip
Mange Daniel	Pidoux Pierre-André	Venizelos Vassilis
Manzini Pascale	Poncet Gabriel	Villa Sylvie
Marendaz André	Randin Philippe	Volet Pierre
Martinet Philippe	Rapaz Pierre-Yves	Vuillemin Philippe
Mattenberger Nicolas	Rau Michel	Walther Eric
Mayor Olivier	Reichen Gil	Weber-Jobé Monique
Maystre Tinetta	Renaud Michel	Wehrli Laurent
Melly Serge	Rey-Marion Alette	Wyssa Claudine
Mercier Pierre-Alain	Reymond Philippe	Yersin Jean-Robert
Métraux Béatrice	Rithener Christiane	Zwahlen Pierre